

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Brigitte Forget, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-16

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Sainte-Adèle qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

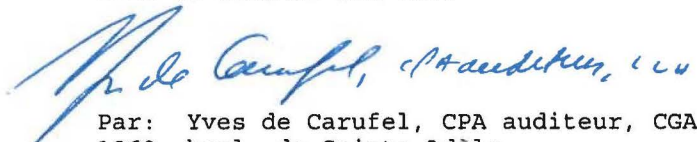
À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Yves de Carufel CPA inc.



Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1960, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N5

DATE 2014-06-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	18 995 390	19 410 070		19 410 070	18 325 698
Compensations tenant lieu de taxes	2	400 620	410 085		410 085	413 300
Quotes-parts	3					
Transferts	4	996 080	1 183 495		1 183 495	930 444
Services rendus	5	1 047 600	1 206 485		1 206 485	1 255 107
Imposition de droits	6	1 238 350	1 387 898		1 387 898	1 334 796
Amendes et pénalités	7	177 000	142 249		142 249	170 626
Intérêts	8	254 310	330 401		330 401	243 612
Autres revenus	9	622 520	694 449		694 449	459 109
	10	23 731 870	24 765 132		24 765 132	23 132 692
Investissement						
Taxes	11		41 309		41 309	49 432
Quotes-parts	12					
Transferts	13		91 462		91 462	546 524
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					2 717
Autres	15		10 000		10 000	12 858
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		142 771		142 771	611 531
	18	23 731 870	24 907 903		24 907 903	23 744 223
Charges						
Administration générale	19	3 817 915	3 418 045	106 288	3 524 333	3 643 189
Sécurité publique	20	4 403 557	4 359 353	155 759	4 515 112	4 763 899
Transport	21	4 558 049	4 840 669	1 461 140	6 301 809	5 835 715
Hygiène du milieu	22	4 891 845	4 948 205	1 683 808	6 632 013	6 204 598
Santé et bien-être	23	35 000	185 929		185 929	29 871
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 230 636	1 290 960	13 781	1 304 741	1 283 277
Loisirs et culture	25	1 858 781	1 982 422	199 028	2 181 450	1 812 248
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	974 470	951 279		951 279	857 015
Amortissement des immobilisations	28	3 226 335	3 619 804	(3 619 804)		
	29	24 996 588	25 596 666		25 596 666	24 429 812
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(1 264 718)	(688 763)		(688 763)	(685 589)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 264 718)	(688 763)	(685 589)
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	142 771) (	611 531)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 264 718)	(831 534)	(1 297 120)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	3 226 335	3 619 804	3 507 693
Produit de cession	5	15 000	38 009	102 895
(Gain) perte sur cession	6	(15 000)	106 606	16 395
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	3 226 335	3 764 419	3 626 983
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		35 973	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		35 973	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	100 000	98 994	53 723
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 580 090) (	1 774 011) (	1 592 268)
	18	(1 480 090)	(1 675 017)	(1 538 545)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	153 000) (	261 128) (	203 943)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			276 726
Excédent de fonctionnement affecté	21	180 383	172 467	315 948
Réserves financières et fonds réservés	22	(508 910)	(239 673)	(489 125)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(2 293)	(1 558)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(481 527)	(330 627)	(101 952)
	26	1 264 718	1 794 748	1 986 486
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		963 214	689 366

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1		142 771	611 531
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	991 500) (	67 306) (	147 107)
Sécurité publique	3 (	305 500) (	17 144) (	3 336)
Transport	4 (	2 897 000) (	2 024 980) (	2 312 423)
Hygiène du milieu	5 (	4 846 000) (	1 740 425) (	388 726)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	44 430) (	)
Loisirs et culture	8 (	160 000) (	4 138 421) (	2 715 046)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	)
	10 (	9 200 000) (	8 032 706) (	5 566 638)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	) (	709)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (	)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		5 980 963	3 299 202
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	153 000	261 128	203 943
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		1 057 000	158 042
Excédent de fonctionnement affecté	16		118 341	275 753
Réserves financières et fonds réservés	17	482 000	532 501	731 338
	18	635 000	1 968 970	1 369 076
	19	(8 565 000)	(82 773)	(899 069)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(8 565 000)	59 998	(287 538)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	5 773 136	5 708 178	6 538 123
Charges sociales	2	1 270 407	1 211 870	1 411 544
Biens et services	3	11 795 330	12 106 175	10 643 628
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	900 340	910 227	797 242
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	62 350	31 410	43 605
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	11 780	9 642	16 168
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 163 550	1 126 860	693 481
Autres	10			
Autres organismes	11	600 440	764 237	652 908
Amortissement des immobilisations	12	3 226 335	3 619 804	3 507 693
Autres				
- Réclamations	13	40 000	47 879	94 370
- Créances douteuses	14	25 000	33 397	8 530
- Autres	15	127 920	26 987	22 520
	16	24 996 588	25 596 666	24 429 812

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget	Réalizations	
		2013	2013	2012
			Redressées note 20	
Revenus				
Taxes	1	18 995 390	19 451 379	18 375 130
Compensations tenant lieu de taxes	2	400 620	410 085	413 300
Quotes-parts	3			
Transferts	4	996 080	1 274 957	1 476 968
Services rendus	5	1 047 600	1 206 485	1 255 107
Imposition de droits	6	1 238 350	1 387 898	1 334 796
Amendes et pénalités	7	177 000	142 249	170 626
Intérêts	8	254 310	330 401	243 612
Autres revenus	9	622 520	704 449	474 684
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	23 731 870	24 907 903	23 744 223
Charges				
Administration générale	12	3 903 684	3 524 333	3 643 189
Sécurité publique	13	4 679 853	4 515 112	4 763 899
Transport	14	5 785 423	6 301 809	5 835 715
Hygiène du milieu	15	6 347 690	6 632 013	6 204 598
Santé et bien-être	16	35 000	185 929	29 871
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 234 201	1 304 741	1 283 277
Loisirs et culture	18	2 036 267	2 181 450	1 812 248
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	974 470	951 279	857 015
	21	24 996 588	25 596 666	24 429 812
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 264 718)	(688 763)	(685 589)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		34 315 477	35 741 357
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(740 291)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		34 315 477	35 001 066
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		33 626 714	34 315 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalisations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 264 718)	(688 763)	(685 589)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	9 200 000) (	8 032 706) (	5 566 638)
Produit de cession	3	15 000	38 009	102 895
Amortissement	4	3 226 335	3 619 804	3 507 693
(Gain) perte sur cession	5	(15 000)	106 606	16 395
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(5 973 665)	(4 268 287)	(1 939 655)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		35 973	(708)
Variation des stocks de fournitures	9		40 504	(27 657)
Variation des autres actifs non financiers	10		240 158	(87 226)
	11		316 635	(115 591)
	12	(7 238 383)	(4 640 415)	(2 740 835)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 238 383)	(4 640 415)	(2 740 835)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(27 893 865)	(24 412 739)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(740 291)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(27 893 865)	(25 153 030)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(32 534 280)	(27 893 865)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	148 453	2 276 159
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 274 284	4 893 134
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 422 737	7 169 293
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 672 515	1 689 400
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	4 592 233	6 262 542
Revenus reportés (note 12)	13	704 508	386 819
Dette à long terme (note 13)	14	30 987 761	26 724 397
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	37 957 017	35 063 158
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(32 534 280)	(27 893 865)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	65 697 971	61 429 684
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	43 964	79 937
Stocks de fournitures	20	309 363	349 867
Autres actifs non financiers (note 17)	21	109 696	349 854
	22	66 160 994	62 209 342
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	33 626 714	34 315 477

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(688 763)	(685 589)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 619 804	3 507 693
Autres			
- (Gain) Perte du disposition	3	106 606	16 395
- Redressement transferts	4		(740 291)
	5	3 037 647	2 098 208
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(381 150)	(222 115)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 670 309)	629 765
Revenus reportés	9	317 689	162 180
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	35 973	(708)
Stocks de fournitures	12	40 504	(27 657)
Autres actifs non financiers	13	240 158	(87 226)
	14	1 620 512	2 552 447
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 032 706)	(5 566 638)
Produit de cession	16	38 009	102 895
	17	(7 994 697)	(5 463 743)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		2 700 000
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		2 700 000
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 075 946	3 353 900
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 787 637)	(1 605 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(16 885)	(210 600)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(24 945)	22 777
Autres			
-	27		
-	28		
	29	4 246 479	1 560 777
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 127 706)	1 349 481
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 276 159	926 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	148 453	2 276 159

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ils sont évalués selon la méthode du coût. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	2 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	1 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	1 à 10 ans
Autres	1 an

Les œuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une œuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la ville a adopté les recommandations du chapitre SP3410 "Paielements de transfert". Ce chapitre qui établit les critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la ville, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints, sauf dans la mesure où les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville a appliqué la norme révisée de façon rétroactive en 2013 avec retraitement de l'exercice comparatif 2012.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	109 805	218 343
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 864 339	1 794 576
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 618 743	1 274 475
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	242 816	288 644
Organismes municipaux	8	87 568	117 381
Autres			
- Frais de cour, amendes, autres	9	1 307 510	1 276 641
- Intérêts sur arrérages taxes	10	153 308	141 417
	11	5 274 284	4 893 134
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	344 952	358 577
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	344 952	358 577
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	352 228	330 336
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	365 785
Régimes de retraite des élus municipaux	32	31 699
	33	397 484

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
Les emprunts temporaires autorisés au 31 décembre 2013 s'élèvent à 2 672 515\$. Les emprunts utilisés portent intérêts au taux de 2,56%. L'emprunt non utilisé porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière auprès duquel il a été contracté.		

11. Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 589 664	3 444 335
Salaires et avantages sociaux	38	1 472 259	1 450 775
Dépôts et retenues de garantie	39	1 071 911	767 849
Provision pour contestations d'évaluation	40	11 918	47 801
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	233 411	324 867
- Intérêts courus sur dette	43	184 864	159 402
- Taxes à la consommation	44	7 371	7 221
- Réclamation à payer	45	20 835	60 292
-	46		
	47	4 592 233	6 262 542

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	57 272	116 864
Transferts	49	621 789	231 999
Autres			
- Inscriptions loisirs	50	510	625
- Excédent actuariel RREM	51	24 937	37 331
	52	704 508	386 819
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,00	2013	2018	53	31 184 000	26 952 403
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,41	5,27	2013	2018	57	19 089	42 945
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,95	5,95	2013	2018	59	80 568	
Autres					60		
					61	31 283 657	26 995 348
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(295 896)	(270 951)
					63	30 987 761	26 724 397

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

Obligations et billets				Autres dettes à long terme				Total 2013	
Avec fonds d'amortissement		Sans fonds d'amortissement		Location- acquisition		Autres			
2014	64	72	2 035 000	80	21 714	89	6 530	97	2 063 244
2015	65	73	2 097 000	81	21 714	90	3 421	98	2 122 135
2016	66	74	2 087 000	82	21 714	91	3 586	99	2 112 300
2017	67	75	2 142 000	83	21 714	92	3 757	100	2 167 471
2018	68	76	2 214 000	84	4 402	93	1 795	101	2 220 197
2019 et +	69	77	20 609 000	85		94		102	20 609 000
	70	78	31 184 000	86	91 258	95	19 089	103	31 294 347
Intérêts et frais accessoires				87(	10 690)			104(	10 690)
	71	79	31 184 000	88	80 568	96	19 089	105	31 283 657

Note

	2013		2012	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
Municipalité		106	(30 942 730)	(26 216 940)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes		107	(1 591 550)	(1 676 925)
Autres		108		
		109	(32 534 280)	(27 893 865)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	32 444 555	138	57 472	165		192	32 502 027
Eaux usées	111	25 479 155	139	26 868	166		193	25 506 023
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	26 593 565	140	1 396 364	167		194	27 989 929
Autres	113	4 833 005	141	134 803	168		195	4 967 808
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	5 574 509	143	6 493 621	170	126 892	197	11 941 238
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	4 275 803	145	505 075	172	172 777	199	4 608 101
Ameublement et équipement de bureau	118	1 321 960	146	145 523	173	486	200	1 466 997
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 428 078	147	401 778	174	101 756	201	3 728 100
Terrains	120	5 986 756	148	281 141	175		202	6 267 897
Autres	121	13 485	149		176	13 485	203	
	122	<u>109 950 871</u>	150	<u>9 442 645</u>	177	<u>415 396</u>	204	<u>118 978 120</u>
Immobilisations en cours	123	<u>3 002 861</u>	151	<u>(1 409 939)</u>	178		205	<u>1 592 922</u>
	124	<u>112 953 732</u>	152	<u>8 032 706</u>	179	<u>415 396</u>	206	<u>120 571 042</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	17 245 154	153	824 643	180		207	18 069 797
Eaux usées	126	10 319 418	154	754 519	181		208	11 073 937
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	14 515 900	155	1 087 458	182		209	15 603 358
Autres	128	2 717 610	156	167 474	183		210	2 885 084
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	2 050 798	158	144 163	185	16 389	212	2 178 572
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 930 293	160	306 928	187	172 777	214	2 064 444
Ameublement et équipement de bureau	133	948 101	161	92 738	188	486	215	1 040 353
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 783 289	162	241 881	189	67 644	216	1 957 526
Autres	135	<u>13 485</u>	163		190	<u>13 485</u>	217	
	136	<u>51 524 048</u>	164	<u>3 619 804</u>	191	<u>270 781</u>	218	<u>54 873 071</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>61 429 684</u>					219	<u>65 697 971</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223	<u>97 038</u>	225		227	<u>97 038</u>
Amortissement cumulé	221	()	224	<u>(5 930)</u>	226	()	228	<u>(5 930)</u>
Valeur comptable nette	222						229	<u>91 108</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	43 964	79 937
	233	43 964	79 937
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	43 964	79 937
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	20 082	268 912
Frais reportés			
- Plan directeur - urbanisme	237	89 614	80 942
-	238		
	239	109 696	349 854
Note			

18. Obligations contractuelles

Au cours de l'année 2013 et des années antérieures, la ville a accordé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la fourniture de services sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 12 619 720\$ et le solde au 31 décembre 2013 est de 4 059 088\$. Le coût total de ces contrats et ententes est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2014: 3 120 202\$
 2015: 654 612\$
 2016: 284 274\$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La ville a cautionné des prêts en faveur de la Corporation du Parc d'Affaires La Rolland auprès de la Banque Nationale du Canada. Les soldes de ses engagements au 31 décembre 2013 sont de 4 875 000\$.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

c) Poursuites

Des contribuables de la ville ont déposé des requêtes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la Ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 6 584 622\$. Les assureurs ont pris faits et causes dans les dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Chapitre SP3410 - "Paielements de transfert"

Le 1er janvier 2013, la ville a adopté les recommandations du chapitre SP3410 "Paielements de transfert". Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 sont les premiers à avoir été préparés en tenant compte des recommandations de ce chapitre. La ville a appliqué la norme révisée de façon rétroactive en 2013 avec retraitement de l'exercice comparatif 2012 tel que recommandé par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Redressements effectués à l'état de la situation financière au 1er janvier 2012 et au 31 décembre 2012	31 décembre 2012	1er janvier 2012
Variation des débiteurs	(959 434)\$	(740 291)\$

Variation de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs	996 411	680 514
---	---------	---------

Variation de l'excédent accumulé	36 977 \$	(59 777)\$
----------------------------------	-----------	-------------

Rapprochement de l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 décembre 2012	2012
---	------

Excédent (déficit) de l'exercice déjà établi	273 845 \$
Variation des revenus de transfert	(959 434)

Excédent (déficit) de l'exercice redressé	(685 589)\$
---	-------------

Rapprochement de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2012	2012
---	------

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales déjà établi	652 389 \$
Redressement de l'excédent (déficit) de l'exercice	(959 434)
Variation des revenus d'investissement	1 104 888
Variation du remboursement de la dette à long terme	(85 677)
Variation des affectations-activités d'investissement	(22 800)

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales redressé	689 366 \$
---	------------

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet d'un audit.

22. Instruments financiers

S.O.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	994 237	1 240 336
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	945 156	1 365 055
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	157 234) (	64 203)
Financement des investissements en cours	4	(3 104 686)	(3 153 260)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	34 949 241	34 927 549
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	33 626 714	34 315 477

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
- Parc Claude Henri-Grigon	9	312 984	515 029
-	10		
- Autres projets	11	26 297	28 153
- Enseignes édifices municipaux	12	26 487	27 460
- Affectation budget	13	186 835	100 000
- Réparations mineures aqueduc	14		18 379
-	15		
-	16		
	17	552 603	689 021

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	38 179	147 402
Fonds parcs et terrains de jeux	29	53 800	73 097
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	140 624	334 451
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		9 846
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	31 809	32 911
Financement des activités de fonctionnement	33	127 980	78 169
Autres			
- Stationnement	34	161	158
-	35		
-	36		
-	37		
	38	392 553	676 034
	39	945 156	1 365 055

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (2 237) ()	(4 530)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (2 237) ()	(4 530)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (154 997) ()	(59 673)
	52 (157 234) ()	(64 203)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 248 396	89 239
Investissements à financer	54 (3 353 082) ()	(3 242 499)
	55 (3 104 686)	(3 153 260)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 65 697 971	61 429 684
Propriétés destinées à la revente	57 43 964	79 937
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 65 741 935	61 509 621
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 30 987 761	26 724 397
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 295 896	270 951
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (344 951) ()	(358 577)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (146 012) ()	(54 699)
	66 30 792 694	26 582 072
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 30 792 694	26 582 072
	69 34 949 241	34 927 549

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	5 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Cotisations versées par l'employeur	6 <u> </u>	<u> </u>
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u> </u>	<u> </u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u> </u>	<u> </u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 <u> </u>	<u> </u>
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u> </u>	<u> </u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 <u> </u>	<u> </u>
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u> </u>
Cotisations salariales des employés	21 <u> </u>	<u> </u>
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 <u> </u>	<u> </u>
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u> </u>
Autres	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	(_____)	(_____)
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>315 315</u>	<u>365 785</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 ☒ Oui
 93 ☐ Non

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	<u>5</u>	<u>5</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Cotisations des élus au RREM	95	<u>5 849</u>	<u>5 777</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	19 712	19 470
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>12 394</u>	<u>12 229</u>
	98	<u>32 106</u>	<u>31 699</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	31 283 657
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 353 082
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	8 985
--	---	-------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	5 550
-------------------	---	-------

Débiteurs	8	344 952
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 591 550
---	---	-----------

Autres montants	10	(6 702)
-----------------	----	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 710
--	----	-------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	32 707 664
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	32 707 664
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	850 692
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	33 558 356
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	33 558 356
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 314 820	12 556 777	11 897 249
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 131 300	2 168 946	2 078 207
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	568 400	571 407	558 703
Activités de fonctionnement	6	848 380	885 826	847 221
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 862 900	16 182 956	15 381 380
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 414 680	1 460 792	1 313 704
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 629 610	1 666 970	1 521 474
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	51 000	51 862	51 119
Service de la dette	18	37 200	47 490	58 021
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		41 309	49 432
	21	3 132 490	3 268 423	2 993 750
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 132 490	3 268 423	2 993 750
	26	18 995 390	19 451 379	18 375 130

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	3 300	7 228	3 330
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	7 570	7 561	7 561
	31	10 870	14 789	10 891
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	195 000	197 583	195 234
Cégeps et universités	33	10 250	10 425	10 301
Écoles primaires et secondaires	34	155 000	161 030	166 923
	35	360 250	369 038	372 458
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	371 120	383 827	383 349
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	2 900	3 147	2 987
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	830	881	803
Taxes d'affaires	43			
	44	3 730	4 028	3 790
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	5 170	6 440	5 131
	47	5 170	6 440	5 131
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	20 600	15 790	21 030
	50	20 600	15 790	21 030
	51	400 620	410 085	413 300

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		6 251	
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		15 200	
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	1 100		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69	24 030	22 854	31 316
Réseaux d'égout	70	36 940	177 979	146 373
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	98 230	89 583	88 139
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		11 327	
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	280	12 279	12 279
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	34 500		42 327
Autres	88			1 626
Réseau d'électricité	89			
	90	195 080	335 473	322 060

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91	1 462	
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	90 000	15 422
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		468 727
Réseaux d'égout	109		62 375
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	91 462	546 524

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	801 000	848 022	608 384
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	801 000	848 022	608 384
TOTAL DES TRANSFERTS	139	996 080	1 274 957	1 476 968

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140	716 180	856 512
Évaluation	141		854 715
Autres	142		
	143	716 180	856 512
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	25 500	22 436
Sécurité civile	146		28 561
Autres	147		
	148	25 500	22 436
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	1 250	33
Autres	151		1 267
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	1 250	33
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	7 047	1 540
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	7 047	1 540
Réseau d'électricité	180		
	181	742 930	886 028
			886 083

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	62 780	63 450	51 361
Sécurité publique	183	4 300	20 316	21 046
Transport				
Réseau routier	184	8 000	12 776	15 461
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	37 000	28 844	67 469
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	18 580	16 683	19 735
Loisirs et culture	193	174 010	178 388	193 952
Réseau d'électricité	194			
	195	304 670	320 457	369 024
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 047 600	1 206 485	1 255 107
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	72 250	63 666	53 807
Droits de mutation immobilière	198	950 000	1 114 881	1 019 219
Droits sur les carrières et sablières	199	216 000	209 151	261 670
Autres	200	100	200	100
	201	1 238 350	1 387 898	1 334 796
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	177 000	142 249	170 626
INTÉRÊTS	203	254 310	330 401	243 612
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	15 000	(106 606)	(16 395)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		114 126	
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			2 717
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		10 000	12 858
Autres	210	607 520	686 929	475 504
	211	622 520	704 449	474 684

ANALYSE DES CHARGES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			<u>Réalisations</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	<u>2012</u>
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	436 732	425 905	3 768	429 673	408 734
Application de la loi	2	567 519	546 737	7 244	553 981	554 735
Gestion financière et administrative	3	1 087 015	903 617	21 045	924 662	1 021 236
Greffe	4	721 679	466 114	13 748	479 862	669 748
Évaluation	5	233 280	223 993		223 993	257 646
Gestion du personnel	6	244 870	288 702	484	289 186	215 200
Autres	7	526 820	562 977	59 999	622 976	515 890
	8	3 817 915	3 418 045	106 288	3 524 333	3 643 189
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 321 950	3 251 484		3 251 484	3 589 547
Sécurité incendie	10	1 054 817	1 044 812	155 759	1 200 571	1 147 176
Sécurité civile	11	10 300	7 692		7 692	10 941
Autres	12	16 490	55 365		55 365	16 235
	13	4 403 557	4 359 353	155 759	4 515 112	4 763 899
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 308 273	2 384 953	1 273 923	3 658 876	3 184 900
Enlèvement de la neige	15	1 840 479	2 109 030	146 310	2 255 340	2 259 702
Éclairage des rues	16	182 441	182 482	23 420	205 902	208 012
Circulation et stationnement	17	166 796	104 147	17 487	121 634	123 789
Transport collectif						
Transport en commun	18	60 060	60 057		60 057	59 312
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	4 558 049	4 840 669	1 461 140	6 301 809	5 835 715

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013			Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	454 009	461 445	275 166	736 611	748 135
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 109 156	1 275 260	626 549	1 901 809	1 670 927
Traitement des eaux usées	25	647 264	524 165	449 177	973 342	1 011 144
Réseaux d'égout	26	354 547	371 880	329 615	701 495	792 713
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 026 098	1 022 884		1 022 884	903 269
Élimination	28	505 890	475 746		475 746	341 959
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	559 788	561 636	3 173	564 809	524 600
Tri et conditionnement	30	116 858	147 164		147 164	119 938
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	118 235	108 025	128	108 153	91 913
Autres	39					
	40	4 891 845	4 948 205	1 683 808	6 632 013	6 204 598
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	30 000	180 929		180 929	24 871
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	5 000	5 000		5 000	5 000
	44	35 000	185 929		185 929	29 871
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	700 646	738 358	13 781	752 139	710 631
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	524 090	548 664		548 664	570 710
Tourisme	49	5 900	3 938		3 938	1 936
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 230 636	1 290 960	13 781	1 304 741	1 283 277

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013		Réalisations 2013		Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	154 121	64 755	23 285	88 040	91 222
Patinoires intérieures et extérieures	54	71 440	69 491	1 223	70 714	38 456
Piscines, plages et ports de plaisance	55	81 573	62 500	16 158	78 658	72 282
Parcs et terrains de jeux	56	535 092	694 824	141 296	836 120	784 560
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	106 705	105 013		105 013	105 388
Autres	59	66 757	70 419		70 419	71 272
	60	1 015 688	1 067 002	181 962	1 248 964	1 163 180
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	379 583	395 265	16 318	411 583	388 438
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	463 510	520 155	748	520 903	260 630
	66	843 093	915 420	17 066	932 486	649 068
	67	1 858 781	1 982 422	199 028	2 181 450	1 812 248
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	858 900	840 222		840 222	756 557
Autres frais	70	103 790	101 415		101 415	84 290
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	11 780	9 642		9 642	16 168
	73	974 470	951 279		951 279	857 015
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	3 226 335	3 619 804	(3 619 804)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Sainte-Adèle (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Yves de Carufel CPA inc.

A handwritten signature in blue ink, reading "Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA".

Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1960, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N5

DATE 2014-06-16

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	19 500 197	
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	48 537	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	281	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10 48 818
Revenus de taxes	11		19 451 379

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	19 451 379
------------------	---	------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	281
--	---	-----

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
--	---	-----------------------------

Total partiel	4	<u>19 451 660</u>
----------------------	---	-------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	881 242
--	---	---------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	51 862
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>30 462</u>
--	---	---------------

10	<u>963 566</u>
----	----------------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>18 488 094</u>
---	----	-------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 <u>1 722 557 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 <u>1 748 945 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 735 751 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>18 488 094</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 735 751 650</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6 <u>1</u> , <u>0 6 5 1</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 577 000	1 402 483	83 201
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	1 825 000	26 460	180 771
Conduites d'égout	4	205 000	1 618	68 859
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 908 000	1 146 269	1 744 330
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			20 950
Aires de stationnement	9			51 879
Parcs et terrains de jeux	10	110 000	3 673	349 135
Autres infrastructures	11		131 130	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 020 500	40 991	162 355
Édifices communautaires et récréatifs	14		3 970 211	2 273 823
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	432 000	505 075	295 445
Ameublement et équipement de bureau	18		145 523	143 828
Machinerie, outillage et équipement divers	19	65 500	401 778	83 033
Terrains	20		257 495	109 029
Autres	21	57 000		
	22	9 200 000	8 032 706	5 566 638

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 402 483	83 201
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		26 460	180 771
Conduites d'égout	26		1 618	68 859
Autres infrastructures	27		1 281 072	2 166 294
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		5 321 073	3 067 513
	34		8 032 706	5 566 638

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	26 952 403	5 978 907	1 747 310	31 184 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3	42 945		23 856	19 089
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		97 039	16 471	80 568
Autres	6				
	7	26 995 348	6 075 946	1 787 637	31 283 657
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	16 997	7 729	19 176	5 550
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 845 160	425 124	411 233	7 859 051
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	17 097 689	5 643 093	1 251 526	21 489 256
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	24 959 846	6 075 946	1 681 935	29 353 857
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	358 577		13 625	344 952
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	358 577		13 625	344 952
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20			6 702	(6 702)
	21	358 577		20 327	338 250
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	1 676 925		85 375	1 591 550
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 035 502		105 702	1 929 800
	26	26 995 348	6 075 946	1 787 637	31 283 657
Dettes en cours de refinancement	27 ()			()	
	28	26 995 348	6 075 946	1 787 637	31 283 657

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	220 280	220 272	220 175
Autres	3	100 950	100 942	89 700
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 500	3 492	3 300
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			4 800
Transport collectif	9	60 060	60 057	59 312
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	505 890	475 747	68 948
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	59 940	53 438	47 425
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	109 890	109 881	114 249
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	85 170	85 162	68 395
Activités culturelles	23	17 870	17 869	17 177
Réseau d'électricité	24			
	25	1 163 550	1 126 860	693 481

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	22,51	33,00	1 839 475	375 984	2 215 459
Professionnels	2					
Cols blancs	3	38,69	33,00	1 610 499	363 413	1 973 912
Cols bleus	4	28,61	38,00	1 539 530	368 933	1 908 463
Policiers	5					
Pompiers	6	8,09	35,00	534 938	59 587	594 525
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	97,90		5 524 442	1 167 917	6 692 359
Élus	9	7,00		183 736	43 953	227 689
	10	104,90		5 708 178	1 211 870	6 920 048

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14	22 854			22 854
Réseaux d'égout	15	177 979			177 979
Autres	16	982 662	91 462		1 074 124
	17	1 183 495	91 462		1 274 957

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	546 737	27	7 244	53	553 981	79	837 319	105	(283 338)	131
Évaluation	2	223 993	28		54	223 993	80		106	223 993	132
Autres	3	2 647 315	29	99 044	55	2 746 359	81	82 642	107	2 663 717	133
	4	3 418 045	30	106 288	56	3 524 333	82	919 961	108	2 604 372	134
Sécurité publique											
Police	5	3 251 484	31		57	3 251 484	83		109	3 251 484	135
Sécurité incendie	6	1 044 812	32	155 759	58	1 200 571	84	42 752	110	1 157 819	136
Sécurité civile	7	7 692	33		59	7 692	85		111	7 692	137
Autres	8	55 365	34		60	55 365	86		112	55 365	138
	9	4 359 353	35	155 759	61	4 515 112	87	42 752	113	4 472 360	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	2 384 953	36	1 273 923	62	3 658 876	88	12 810	114	3 646 066	140
Enlèvement de la neige	11	2 109 030	37	146 310	63	2 255 340	89		115	2 255 340	141
Autres	12	286 629	38	40 907	64	327 536	90		116	327 536	142
Transport collectif	13	60 057	39		65	60 057	91		117	60 057	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	4 840 669	41	1 461 140	67	6 301 809	93	12 810	119	6 288 999	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	461 445	42	275 166	68	736 611	94		120	736 611	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 275 260	43	626 549	69	1 901 809	95	23 943	121	1 877 866	147
Traitement des eaux usées	18	524 165	44	449 177	70	973 342	96		122	973 342	148
Réseaux d'égout	19	371 880	45	329 615	71	701 495	97	4 901	123	696 594	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 498 630	46		72	1 498 630	98		124	1 498 630	150
Matières recyclables	21	708 800	47	3 173	73	711 973	99		125	711 973	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	108 025	50	128	76	108 153	102		128	108 153	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	4 948 205	52	1 683 808	78	6 632 013	104	28 844	130	6 603 169	156

S44-2

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
	+		=		-		=			
Santé et bien-être										
Logement social	157	180 929	172	187	180 929	202	217	180 929	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159	5 000	174	189	5 000	204	219	5 000	234	
	160	185 929	175	190	185 929	205	220	185 929	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	738 358	176	13 781	752 139	206	16 683	735 456	236	139
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	552 602	178	193	552 602	208	223	552 602	238	101 371
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	1 290 960	180	13 781	1 304 741	210	16 683	1 288 058	240	101 510
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	1 067 002	181	181 962	1 248 964	211	166 093	1 082 871	241	413
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	395 265	182	16 318	411 583	212	12 295	399 288	242	
Autres	168	520 155	183	748	520 903	213	7 047	513 856	243	79 535
	169	1 982 422	184	199 028	2 181 450	214	185 435	1 996 015	244	79 948
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	21 025 583	186	3 619 804	24 645 387	216	1 206 485	23 438 902	246	951 279

33-2

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 019 024	5 566 485
Frais de financement	4	13 682	153
Autres	5		
	6	8 032 706	5 566 638

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 240 336	1 783 153
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(59 777)
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 240 336	1 723 376
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	963 214	689 366
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(276 726)
Activités d'investissement	6	(1 057 000)	(158 042)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(154 390)	(737 682)
Réserves financières et fonds réservés	8	1 527	44
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	550	
	11	(246 099)	(483 040)
Solde à la fin de l'exercice	12	994 237	1 240 336
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	689 021	543 040
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	689 021	543 040
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(172 467)	(315 948)
Activités d'investissement	17	(118 341)	(275 753)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	154 390	737 682
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(136 418)	145 981
Solde à la fin de l'exercice	22	552 603	689 021
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	676 034	917 835
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	676 034	917 835
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	239 673	489 125
Activités d'investissement	27	(532 501)	(731 338)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(1 527)	(44)
Financement des investissements en cours	29	10 874	456
	30	(283 481)	(241 801)
Solde à la fin de l'exercice	31	392 553	676 034

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(64 203)	(6 088)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(5 950)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(64 203)	(12 038)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(98 994)	(53 723)
	43	(98 994)	(53 723)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	2 293	1 558
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	3 670	
	46	5 963	1 558
Solde à la fin de l'exercice	47	(157 234)	(64 203)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(3 153 260)	(2 865 266)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(3 153 260)	(2 865 266)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	59 998	(287 538)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(550)	
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(10 874)	(456)
	55	48 574	(287 994)
Solde à la fin de l'exercice	56	(3 104 686)	(3 153 260)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	34 927 549	35 368 683
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		(674 564)
Solde redressé au début de l'exercice	59	34 927 549	34 694 119
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	21 692	233 430
Solde à la fin de l'exercice	63	34 949 241	34 927 549

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 700 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	25 761	2		3		499	5		6	7	26 260
Montant réservé pour le service de la dette	8	7 150	9		10			12		1 601	13	5 549
	15	32 911	16		17		499	19		1 601	20	31 809

Non audité

S49

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	, \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 6 6 5 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 6 6 5 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 3 5 0 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	1 , 3 5 0 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	0 , 8 8 0 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 6 6 5 5 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0 , 1 2 3 6 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	2 0 3 , 0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2 1 0 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales			codes 1, 2 et 3
Compensation service mun. art 204.12	,6655	1	
Compensation service mun. art 204.4	,5000	1	
Mise aux normes - aqueduc municipal	,0253	1	
Réfection réseau d'aqueduc	,0035	1	
Mise aux normes - eaux usées	,0051	1	
Égout Sainte-Adèle	,1132	1	
Égout Mont-Rolland	,1101	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☒	8 ☐	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	48 537 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☐	16 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 175	22 ☐

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1381, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 1A3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-2921
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-4179
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dirgenerale@ville.sainte-adele.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Brigitte Forget

Téléphone (450) 229-2921 147
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-5300
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bforget@ville.sainte-adele.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Yves de Carufel CPA inc.

Titre CPA auditeur, CGA

Adresse 1960, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 2N5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-2346
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-1055
(ind. rég.) (numéro)

Courriel yvesdecarufel@cgocable.ca

Responsable du dossier Yves de Carufel - CPA auditeur, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Brigitte Forget , atteste que le rapport financier
de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (688 763) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,0651 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-16 11:07:57

Date de transmission au Ministère : 2014/06/16

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Sainte-Adèle

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	23 731 870	24 765 132	23 132 692
Investissement	2		142 771	611 531
	3	23 731 870	24 907 903	23 744 223
Charges				
	4	24 996 588	25 596 666	24 429 812
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 264 718)	(688 763)	(685 589)
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	142 771) (	611 531)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(1 264 718)	(831 534)	(1 297 120)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	3 226 335	3 619 804	3 507 693
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	100 000	98 994	53 723
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 580 090) (	1 774 011) (	1 592 268)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	153 000) (	261 128) (	203 943)
Excédent (déficit) accumulé	12	(328 527)	(69 499)	101 991
Autres éléments de conciliation	13		180 588	119 290
	14	1 264 718	1 794 748	1 986 486
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		963 214	689 366

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	5 274 284	4 893 134
Autres	2	148 453	2 276 159
	3	5 422 737	7 169 293
Passifs			
Dette à long terme	4	30 987 761	26 724 397
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	6 969 256	8 338 761
	7	37 957 017	35 063 158
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(32 534 280)	(27 893 865)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	65 697 971	61 429 684
Autres	10	463 023	779 658
	11	66 160 994	62 209 342
Excédent (déficit) accumulé	12	33 626 714	34 315 477

Extrait du rapport financier, page S20

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	994 237	1 240 336
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
- Parc Claude Henri-Grigon	15	312 984	515 029
-	16		
- Autres projets	17	26 297	28 153
- Enseignes édifices municipaux	18	26 487	27 460
- Affectation budget	19	186 835	100 000
- Réparations mineures aqueduc	20		18 379
-	21		
-	22		
	23	552 603	689 021
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	392 553	676 034
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	157 234) (	64 203)
Financement des investissements en cours	27	(3 104 686)	(3 153 260)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	34 949 241	34 927 549
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	33 626 714	34 315 477

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	18 995 390	19 410 070	18 325 698
Compensations tenant lieu de taxes	2	400 620	410 085	413 300
Quotes-parts	3			
Transferts	4	996 080	1 183 495	930 444
Services rendus	5	1 047 600	1 206 485	1 255 107
Autres	6	2 292 180	2 554 997	2 208 143
	7	23 731 870	24 765 132	23 132 692
Investissement				
Taxes	8		41 309	49 432
Quotes-parts	9			
Transferts	10		91 462	546 524
Autres	11		10 000	15 575
	12		142 771	611 531
	13	23 731 870	24 907 903	23 744 223

Extrait du rapport financier, page S14

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalisations 2013		Réalisations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	233 280	223 993		223 993	257 646
Autres	2	3 584 635	3 194 052	106 288	3 300 340	3 385 543
Sécurité publique						
Police	3	3 321 950	3 251 484		3 251 484	3 589 547
Sécurité incendie	4	1 054 817	1 044 812	155 759	1 200 571	1 147 176
Autres	5	26 790	63 057		63 057	27 176
Transport						
Réseau routier	6	4 497 989	4 780 612	1 461 140	6 241 752	5 776 403
Transport collectif	7	60 060	60 057		60 057	59 312
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 564 976	2 632 750	1 680 507	4 313 257	4 222 919
Matières résiduelles	10	2 208 634	2 207 430	3 173	2 210 603	1 889 766
Autres	11	118 235	108 025	128	108 153	91 913
Santé et bien-être	12	35 000	185 929		185 929	29 871
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	700 646	738 358	13 781	752 139	710 631
Promotion et développement économique	14	529 990	552 602		552 602	572 646
Autres	15					
Loisirs et culture	16	1 858 781	1 982 422	199 028	2 181 450	1 812 248
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	974 470	951 279		951 279	857 015
Amortissement des immobilisations	19	3 226 335	3 619 804	(3 619 804)		
	20	24 996 588	25 596 666		25 596 666	24 429 812

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3